

Anciens officiers du renseignement US : Obama doit publier les preuves sur le vol MH17

2 août 2014



VIPS

illustration : simulation TV japonaise du vol KAL 007 abattu en 1983

MEMORANDUM POUR : Le Président

DE : Veteran Intelligence Professionals for Sanity (VIPS)

OBJET : Renseignements sur la destruction de l'avion Malaisien

Les positions américano-russes sont en train d'évoluer de façon périlleuse au sujet de l'Ukraine, et nous sommes loin d'être certains que vos conseillers évaluent pleinement le danger d'une escalade. Le *New York Times* et d'autres médias traitent de questions sensibles en litige comme des faits établis, en s'alignant sur les sources du gouvernement américain.

Douze jours après la destruction du vol Malaysian Airlines 17, votre administration n'a toujours pas produit d'évaluation coordonnée des services de renseignements récapitulant les éléments de preuves existantes pour déterminer qui est responsable - et encore moins pour appuyer de façon convaincante les affirmations répétées selon lesquelles l'avion a été abattu par un missile russe tiré par des séparatistes ukrainiens.

Votre administration n'a pas fourni d'images satellite montrant que les séparatistes avaient de telles armes, et il y a aussi plusieurs autres « questions en suspens ». La crédibilité de Washington, et la votre, continuera à éroder, si d'aventure vous ne vouliez pas - ou ne pouviez pas - présenter une preuve plus concrète en appui des affirmations de l'administration. Dans ce qui suit, nous exposons le point de vue d'anciens professionnels du renseignement qui totalisent quelques 260 années de services dans différents domaines des services de renseignement américains :

Nous, anciens officiers du renseignement soussignés, voulons partager avec vous notre préoccupation au sujet des preuves présentées jusqu'ici pour accuser la Russie pour la destruction le 17 Juillet du vol 17 de Malaysian Airlines. Nous sommes à la retraite et aucun de nous n'est à la solde de CNN, Fox News, ou de tout autre média. Ce mémorandum a pour but de présenter un point de vue nouveau et différent.

En tant qu'analystes vétérans du renseignement habitués à attendre, sauf en cas d'urgence, des informations concluantes avant de sauter sur des conclusions, nous pensons que les accusations portées contre la Russie devraient être appuyées par des preuves beaucoup plus convaincantes. D'autant plus dans le cas d'un incident grave, comme celui de la destruction en plein vol d'un avion de ligne. Nous sommes également préoccupés par l'amateurisme avec lequel des informations vagues et fragiles ont été diffusées - certains via les « médias sociaux »,

En tant que professionnels du renseignement nous sommes gênés par l'utilisation non professionnelle d'informations tronquées. En tant qu'Américains, nous sommes dans l'espoir que, si vous avez effectivement des

preuves plus concluantes, vous trouverez un moyen pour les rendre publics sans plus tarder. En accusant la Russie d'être directement ou indirectement responsable, le secrétaire d'État John Kerry fut particulièrement péremptoire. Contrairement aux preuves. Ses déclarations semblent prématurées et paraissent être une tentative d' « influencer le jury. »

Brosser un tableau noir de la Russie

Nous constatons une ressemblance étrange avec un précédent exercice de « diplomatie publique » US à partir de laquelle de précieuses leçons peuvent être tirées par ceux qui sont plus intéressés par la vérité que par l'exploitation d'incidents tragiques à des fins de propagande. Nous nous référons au comportement de l'administration Reagan au lendemain de la destruction du vol Korean Airlines 007 au dessus de la Sibérie, le 30 Août 1983. Nous présentons ci-dessous un bref résumé de cette affaire tragique, puisque nous soupçonnons que vous n'avez pas été correctement informé à ce sujet. Les parallèles vous paraîtront évidentes.

L'avantage de notre longue carrière comme agents du renseignement, c'est que nous nous souvenons de ce que nous avons vu de nos propres yeux ; on oublie rarement un événements clé auquel on a participé en tant qu'analyste ou autre. Autrement dit, la plupart d'entre nous « savons exactement où nous étions » le jour où un avion de chasse soviétique a abattu le vol Korean Airlines 007 au-dessus de la Sibérie, le 30 Août 1983, il y a plus de 30 ans. À l'époque, nous étions des agents de renseignement en activité. Vous, vous aviez 21 ans. Beaucoup de ceux qui vous entourent aujourd'hui étaient encore jeunes.

Il est donc possible que vous appreniez, pour ainsi dire, pour la première fois comment l'affaire KAL007 s'est déroulée, et prendre conscience des graves dangers pour les relations américano-russes que pose la manière dont le vol 17 a été détruit, et que vous arriverez à appréhender l'intérêt qu'il y a à préserver les relations avec Moscou et ne pas commettre l'irréparable. À notre avis, le danger stratégique ici éclipse toutes les autres considérations.

Quelques heures après la destruction tragique le 30 août 1983, l'administration Reagan a utilisé sa machine de propagande très performante pour déformer les informations disponibles sur la responsabilité soviétique pour le meurtre de tous les 269 personnes à bord de KAL007. L'avion a été abattu après avoir dévié de plusieurs centaines de kilomètres de sa route et violé l'espace aérien de la Russie au-dessus des installations militaires sensibles à Kamtchatka et l'île de Sakhaline. Le pilote soviétique a tenté de signaler à l'avion d'atterrir, mais les pilotes KAL n'ont pas répondu aux avertissements répétés. Au milieu de la confusion sur l'identité de l'avion - un avion espion américain avait été aperçu dans les parages quelques heures plus tôt - le contrôle au sol soviétique a ordonné au pilote d'ouvrir le feu.

Les Soviétiques ont vite compris qu'ils avaient commis une erreur terrible. Les services de renseignement américains savaient, grâce à l'interception de communications sensibles, que la tragédie était le résultat d'une erreur, et non un acte délibéré d'assassinat (similaire à celle du 3 Juillet 1988, lorsque le [navire de guerre - ndt] USS Vincennes a abattu un avion civil iranien au-dessus du golfe Persique, tuant 290 personnes, un acte que le président Ronald Reagan a qualifié dédaigneusement d'« accident compréhensible »).

Pour noircir au maximum le tableau contre Moscou, l'administration Reagan a supprimé des éléments à décharge contenus dans les messages interceptés. Le mantra à Washington est devenu « un attentat délibéré de Moscou contre un avion de passagers civil. » *Newsweek* a publié une couverture arborant le titre « Meurtre en plein ciel » (Apparemment, rien n'a vraiment changé depuis ; La couverture de *Times* cette semaine nous offre « *Deuxième guerre froide* » et « *le jeu dangereux de Poutine* ». L'article en couverture, de Simon Shuster, « *Russie, crime sans châtiment* », mériterait un 20/20 en matière de « journalisme servile ».)

Lorsque le vol KAL007 fut abattu, Alvin A. Snyder, directeur de la division de la télévision et du cinéma de l'Agence d'information des États-Unis, fut enrôlé dans un effort concerté pour « *calomnier l'Union soviétique au maximum* », comme Snyder l'a écrit dans son livre de 1995, *Warriors of Disinformation* (Guerriers de la désinformation – NdT).

Lui et ses collègues ont mérité eux-aussi un 20/20 pour avoir réussi à « *entraîner les grands médias* » dans leur sillage. Par exemple, Ted Koppel de ABC a noté avec une fierté patriotique, « *Voici une de ces occasions où il y a*

eu très peu de différence entre les organes de propagande du gouvernement américain et les réseaux de radiodiffusion commerciale. »

« Arranger » l'information en fonction de la politique

« La perception que nous voulions transmettre était que l'Union soviétique avait froidement accompli un acte barbare », écrit Snyder, en ajoutant que l'administration Reagan a été jusqu'à présenter au Conseil de sécurité des Nations Unies, le 6 septembre 1983, un compte rendu falsifié des interceptions.

Ce n'est que dix ans plus tard, quand Snyder a vu les transcriptions complètes - y compris les parties que l'administration Reagan avait occultées - qu'il a réalisé pleinement combien des éléments principaux de la présentation des États-Unis étaient faux.

Les interceptions ont montré que le pilote de chasse soviétique croyait qu'il poursuivait un avion espion américain et qu'il avait du mal dans l'obscurité à identifier l'avion. Selon les instructions du contrôle au sol, le pilote avait fait le tour de l'avion KAL et incliné ses ailes pour ordonner à l'appareil d'atterrir. Le pilote a dit aussi qu'il avait tiré des coups de semonce. Cette information *« ne figurait pas sur les enregistrements que nous avons fournis »,* a écrit Snyder.

Il devint évident pour Snyder que l'administration Reagan, en accusant les Soviétiques, avait présenté de fausses accusations devant l'ONU, le public américain et le monde entier. Dans son livre, Snyder a reconnu son rôle dans la tromperie, mais en a tiré une conclusion cynique. Il écrit : *« La morale de cette histoire est que tous les gouvernements, y compris le nôtre, mentent lorsque cela les arrange. La clé est de mentir en premier ».*

Les tentatives maladroites de votre administration et des médias complaisants pour accuser la Russie pour le vol 17, ainsi que le degré de crédibilité peu enviable de John Kerry, nous conduisent à conclure avec regret que le syndrome que Snyder décrit pourrait également sévir dans votre propre administration ; à savoir une philosophie de *« soyez le premier à dégainer votre mensonge »* qui se substitue à *« que la vérité soit »*. Au minimum, nous croyons que le Secrétaire Kerry a fait preuve d'une précipitation déplacée dans sa détermination à se placer en pôle position sur la grille de départ.

Quelqu'un ici ne dit pas la vérité

Nous avons toujours été fiers d'être parmi ceux qui ne tirent pas sans sommation, mais qui procèdent plutôt à des analyses basées sur des faits concrets. Les preuves publiées à ce jour ne sont pas concluantes ; elles ne permettent pas de déterminer qui ment au sujet de la destruction du vol 17.

Toute notre expérience professionnelle nous incite à penser que ce sont les Russes – de façon presque instinctive. Mais notre expérience plus récente, en particulier après avoir observé le Secrétaire Kerry brandir comme *« preuve »* un faux rapport après l'autre, a fini par modifier notre perception initiale.

Il semblerait que chaque fois que Kerry cite une soi-disant *« preuve »* vérifiable - comme les faux tracts antisémites distribués dans l'est de l'Ukraine ou les photos de présumés soldats des forces spéciales russes qui infiltrés en Ukraine - la *« preuve »* fait *« plouf ! »* comme a dit Kerry dans un autre contexte. Pourtant, ces fausses déclarations semblent mineures comparées à certaines énormités, comme l'affirmation de Kerry le 30 août 2013, répétée pas moins de 35 fois, que *« nous savons »*, que le gouvernement de Bachar al-Assad était responsable des incidents chimiques proches de Damas neuf jours plus tôt.

Le 3 Septembre, 2013 - suite à votre décision d'annuler l'attaque sur la Syrie en attendant l'autorisation du Congrès - Kerry était encore en train de pousser pour une attaque lors d'un témoignage devant une Commission bienveillante des Affaires Etrangères du Sénat. Le lendemain, Kerry a attiré des critiques personnelles très inhabituelles de la part du président Poutine, qui a dit : *« Il ment, et il sait qu'il ment. C'est triste. »*

Tout aussi grave, au cours de la première semaine de Septembre 2013, lorsque vous et le président Vladimir Poutine mettaient la touche finale à l'accord sur la destruction des armes chimiques syriennes, John Kerry a dit quelque chose qui nous laisse encore perplexes à ce jour. Le 9 Septembre 2013, Kerry se trouvait à Londres, pour promouvoir encore une fois une attaque américaine sur la Syrie pour avoir franchi la *« ligne rouge »* que

vous aviez tracée sur l'utilisation d'armes chimiques.

Lors d'une conférence de presse officielle, Kerry a brusquement écarté la possibilité que Bachar al-Assad puisse abandonner ses armes chimiques, en disant : « *Il n'est pas sur le point de le faire ; c'est impossible* ». Quelques heures à peine plus tard, les Russes et les Syriens annonçaient l'accord de la Syrie pour faire précisément ce que Kerry avait écarté comme impossible. Vous l'avez renvoyé à Genève pour signer l'accord, qui fut formellement conclu le 14 Septembre.

En ce qui concerne le vol Malaysia Airlines du 17 Juillet, nous croyons que Kerry a, selon son habitude, sauté hâtivement à des conclusions et que son incroyable historique en termes de crédibilité constitue un énorme désavantage dans la manœuvre diplomatique et de propagande face à la Russie. Nous vous suggérons de mettre un terme à cette offensive déplacée de « diplomatie publique ». Toutefois, si vous décidez de la poursuivre malgré tout, nous vous suggérons d'essayer de trouver un homme ou femme d'État plus crédible.

Un choix à faire.

Si les renseignements sur la destruction sont aussi maigres qu'il apparaît à en juger par quelques éléments flous qui ont été diffusés, nous vous suggérons fortement d'abandonner la guerre de propagande et d'attendre les résultats de ceux qui sont chargés de l'enquête. Par contre, si votre administration possède des éléments plus concrets, des éléments plus probants, nous vous suggérons fortement d'envisager leur publication, même s'il existe un risque de révéler nos « sources et méthodes. » Cet argument est trop souvent employé pour occulter une information qui devrait être publique, comme c'est cas ici.

Il y a eu des moments critiques dans le passé où les présidents ont reconnu la nécessité de lever le secret afin de montrer ce que l'on pourrait appeler « le respect dû à l'opinion de l'humanité » ou même pour justifier une action militaire.

Comme le haut officiel vétéran de la CIA, Milton Bearden, a dit, il y a des occasions où la protection des sources et des méthodes provoque plus de dégâts à la sécurité nationale des Etats-Unis que leur révélation. Par exemple, Bearden note que Ronald Reagan a exposé une source de renseignements sensible en montrant au monde sceptique la raison de l'attaque américaine contre la Libye en représailles à l'attentat du 5 Avril, 1986 contre la discothèque La Belle à Berlin-Ouest. L'attentat a tué deux soldats américains et une femme turque, et blessé plus de 200 personnes, dont 79 soldats américains.

Les messages interceptés entre Tripoli et des agents en Europe ont clairement indiqué que la Libye était derrière l'attaque. Voici un extrait : « *A 1h30 du matin, une des actions a été menée avec succès, sans laisser de trace.* »

Dix jours après l'attentat, les États-Unis ont lancé des représailles en envoyant de plus de 60 avions de combat frapper la capitale libyenne de Tripoli et la ville de Benghazi. L'opération a été largement perçue comme une tentative de tuer le colonel Mouammar Kadhafi, qui a survécu, mais a tué sa fille adoptive âgée de 15 mois ainsi qu'au moins 15 autres civils.

Il y a 30 ans, il y avait plus de honte à tuer des enfants. L'horreur mondiale provoquée par les bombardements américains a poussé l'administration Reagan à produire un message intercepté et décodé envoyé par le Bureau libyen à Berlin-Est qui reconnaissant le « succès » de l'attaque de la discothèque en ajoutant la vantardise ironiquement inexacte « *sans laisser de trace* »,

L'administration Reagan a pris la décision de renoncer à une source de renseignements très sensible, à savoir sa capacité d'intercepter et déchiffrer les communications libyennes. Mais lorsque le reste du monde a pris connaissance de cette preuve, la grogne internationale s'est apaisée et beaucoup ont considéré comme justifiées les mesures de représailles contre Tripoli.

Si vous avez la marchandise...

Si les États-Unis possèdent des preuves plus convaincantes que ce qui a été présentée jusqu'à présent concernant le vol 17, nous pensons qu'il serait préférable de trouver un moyen de rendre cette information publique - même au risque de compromettre « les sources et les méthodes ». De plus, nous vous suggérons

d'ordonner à vos subordonnés de ne pas dévaloriser la crédibilité des États-Unis en libérant des informations clés via des médias sociaux tels que Twitter et Facebook.

La réputation du message en termes de crédibilité est aussi un élément clé dans le domaine de la « diplomatie publique ». Comme vous l'avez compris maintenant, à notre avis, le Secrétaire Kerry constitue un problème à cet égard. De même en ce qui concerne le directeur du renseignement national James Clapper. Son témoignage sous serment du 12 Mars, 2013 devant le Congrès qu'il a reconnu plus tard contenait des choses « clairement erronées » relatives à la collecte des données par la NSA, devrait le disqualifier. Clapper doit être tenu très à l'écart de l'affaire du vol 17.

Ce qu'il faut, si vous avez des informations, c'est de procéder à une évaluation inter-agence (de renseignements) – comme utilisée dans le passé pour évaluer une information. Nous entendons indirectement de certains de nos anciens collègues que ce que le Secrétaire Kerry est en train de colporter ne cadre pas avec la réalité. Ce fut le cas fin août dernier, lorsque Kerry a créé un outil exceptionnel qu'il a baptisé « Evaluation du Gouvernement (et non des agences de renseignement) » pour accuser, sans aucune preuve vérifiable, Bachar al-Assad pour les attaques chimiques près de Damas, chose que les analystes honnêtes du renseignement ont refusé de faire, en se bouchant le nez.

Nous croyons que vous devez maintenant chercher des analystes du renseignement honnêtes et les écouter. Ensuite, vous pourriez être amené à prendre des mesures pour lutter contre le risque d'une détérioration des relations avec la Russie qui pourrait dégénérer en une « Deuxième Guerre Froide » en un affrontement armé. En toute franchise, nous avons peu de raisons de croire que le secrétaire Kerry et vos autres conseillers apprécient réellement l'ampleur du danger.

Dans notre dernier mémorandum (du 4 mai) que nous vous avons adressé, Monsieur le Président, nous avons prévenu que si les États-Unis souhaitaient « *arrêter une guerre civile sanglante entre l'est et ouest de l'Ukraine et éviter une intervention militaire russe en Ukraine orientale, vous pourriez peut-être le faire avant que les violences n'échappent à tout contrôle* ». Le 17 Juillet, vous avez joint votre voix à ceux de hauts dirigeants de l'Allemagne, la France et la Russie pour appeler à un cessez-le feu. La plupart des observateurs informés croient que vous avez le pouvoir d'amener les dirigeants ukrainiens à se mettre d'accord. Plus Kiev poursuit son offensive contre les séparatistes dans l'est de l'Ukraine, plus de telles déclarations américaines paraissent hypocrites.

Nous réitérons nos recommandations du 4 mai, d'éliminer les causes de cette confrontation en désavouant publiquement la volonté d'intégrer l'Ukraine dans l'OTAN et de faire comprendre que vous êtes prêt à rencontrer personnellement et sans délai le président russe Vladimir Poutine pour discuter des moyens pour désamorcer la crise et reconnaître les intérêts légitimes des différentes parties. La suggestion d'un sommet au plus tôt a eu des échos extraordinaires dans les médias russes d'état et indépendants. Mais pas dans les « grands » médias aux États-Unis. Nous n'avons pas entendu non plus une réaction de votre part.

Une réponse serait la moindre des politesses.

Préparé par le groupe de pilotage du VIPS

William Binney, former Technical Director, World Geopolitical & Military Analysis, NSA ; co-founder, SIGINT Automation Research Center (ret.)

Larry Johnson, CIA & State Department (ret.)

Edward Loomis, NSA, Cryptologic Computer Scientist (ret.)

David MacMichael, National Intelligence Council (ret.)

Ray McGovern, former US Army infantry/intelligence officer & CIA analyst (ret.)

Elizabeth Murray, Deputy National Intelligence Officer for Middle East (ret.)

Coleen Rowley, Division Counsel & Special Agent, FBI (ret.)

Peter Van Buren, U.S. Department of State, Foreign Service Officer (ret)

Ann Wright, Col., US Army (ret) ; Foreign Service Officer (ret.)

Traduction "Q-q-quoi ??? un dirigeant US mentirait à l'insu de son/notre plein gré ?" pour le Grand Soir avec probablement toutes les fautes et coquilles habituelles.

»» <http://www.washingtonsblog.com/2014/07/obama-release-ukraine-evidence.html>